

Enquête judiciaire ouverte des chefs de viol sur mineur et de viol sur conjoint - Mis en cause Yannick Barella

Communiqué du procureur de la République d'Agen



Enquête judiciaire ouverte des chefs de viol sur mineur et de viol sur conjoint - Mis en cause Yannick Barella

Ce 8 juin 2026, Yannick BARELLA a été placé en garde-à-vue dans les locaux du commissariat de police d'Auch (GERS), dans le cadre d'une procédure ouverte en mars 2024 au commissariat auscitain pour faits de viol.

Dans le cadre de cette enquête diligentée par le commissariat de police d'Auch, une deuxième plaignante a été entendue et a déposé plainte en gendarmerie (en raison de sa domiciliation hors du département du GERS) pour des faits de même nature.

Selon leurs déclarations, les deux victimes ont entretenu une relation de couple avec le mis en cause, l'une d'elle alors qu'elle était âgée de 17 ans révolus et au cours de sa majorité, l'autre étant majeure durant la relation, et c'est durant ces relations de couple que des viols auraient été commis.

Ainsi, pour la première, les faits se seraient produits au cours de la période de février 2007 à mai 2011 ; et concernant la seconde, ils auraient été commis durant le mois de mars 2018.

En garde-à-vue, Yannick BARELLA a nié toute relation sexuelle non consentie avec l'une et l'autre de ses anciennes compagnes.

Pour autant, après prolongation de la mesure de garde-à-vue par le parquet d'Auch, et après dessaisissement au profit du parquet d'Agen siège du pôle de l'instruction pour le ressort de la cour d'appel d'Agen, les magistrats du parquet d'Agen ont décidé de son déferrement ; et en fin d'après-midi ce 9 juin 2026, sur réquisitoire introductif du parquet d'Agen, le mis en cause a été présenté à un magistrat instructeur sur les qualifications suivantes :

- d'avoir à AUCH (32), entre le 1er février 2007 et le 2 septembre 2007, commis des actes de pénétration sexuelle, de quelque nature qu'il soit sur XX, par violence, contrainte, menace ou surprise, avec cette circonstance que les faits ont été commis sur un mineur de plus de quinze ans ;
- d'avoir à Auch (32), du 3 septembre 2007 au 31 mai 2011, par violence, contrainte, menace ou surprise commis des actes de pénétration sexuelle sur la personne de XX, avec cette circonstance que les faits ont été commis par le conjoint ;
- d'avoir à Auch (32), entre le 1er mars 2018 et 31 mars 2018, par violence, contrainte, menace ou surprise commis des actes de pénétration sexuelle sur la personne de YY, avec cette circonstance que les faits ont été commis par le conjoint.

A l'issue de son interrogatoire de première comparution au cours duquel il a exercé son droit au silence, Yannick BARELLA a été mis en examen selon les termes de la saisine.

Cela étant, contrairement aux réquisitions du parquet d'Agen, le juge des libertés et de la détention n'a pas prononcé le placement en détention provisoire du mis en examen et ordonné une mesure de contrôle judiciaire.

Le procureur de la République d'Agen a décidé d'interjeter appel de cette décision, qui devrait être dès lors évoquée prochainement devant les magistrats de la Chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Agen.

Le procureur de la République d'Agen Olivier NABOULET